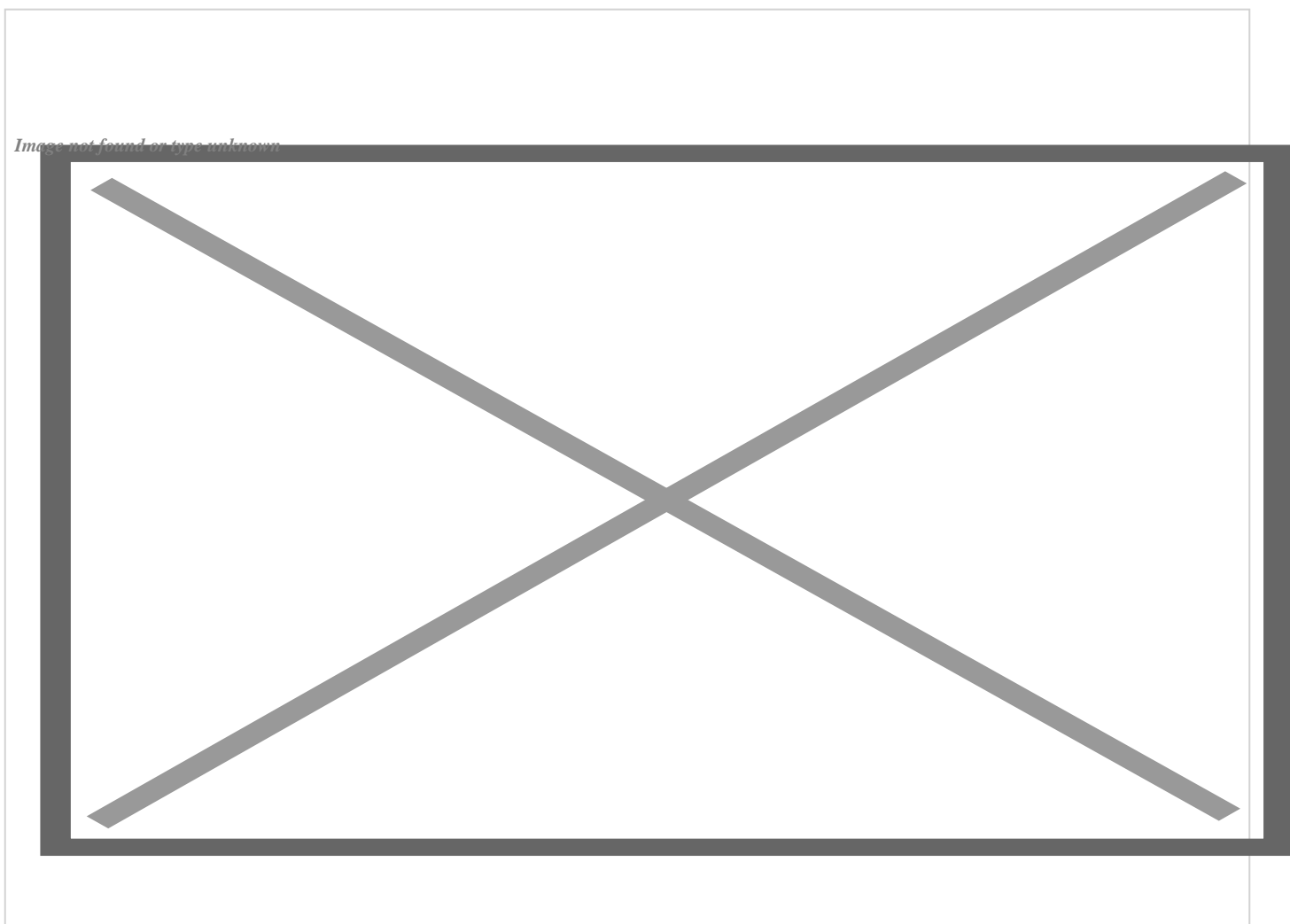


Paradis surprise



Par : Guillermo Alvarado

Ces derniers temps, à la grande surprise de certains, les Etats-Unis sont devenus l'un des principaux pôles d'attraction des capitaux déposés sur les comptes dits "off shore" ou hors place, généralement ouverts à des fins non entièrement honorables.

Je dis qu'il surprend certains, parce que c'est un pays qui aime se présenter comme le leader de la transparence, qui en fait s'arroge le droit de frapper de sanctions ceux qu'il considère comme opaques dans la gestion des finances, locales et étrangères, et il y a toujours ceux qui peuvent croire le discours.

Cependant, le récent rapport, intitulé Papier de Pandore, publié par le Consortium international des journalistes d'investigation, composé de quelque 280 communicateurs de plus de 100 pays, démontre le rôle actif et croissant de la plus grande puissance du monde dans ces manœuvres obscures.

L'ouverture d'un compte ou la création d'une entreprise en dehors du marché intérieur n'est pas en soi une infraction; il s'agit d'une opération quotidienne exercée par des banques ou des cabinets d'avocats à la demande de clients fortunés.

Le problème réside dans l'objectif ou le but ultime de cette transaction, surtout lorsqu'elle cherche à évader les impôts, à tromper le fisc ou à dissimuler de l'argent d'origine illicite, qu'il s'agisse de pots-de-vin, de malversations, de vols ou de produits du crime organisé.

Le Dakota du Sud, la Floride, le Nevada, le Texas, le Delaware ont déjà commencé à déplacer les petites îles des Caraïbes ou des pays asiatiques, que l'imaginaire populaire voit comme des paradis fiscaux traditionnels.

Il se trouve que les affaires d'aider les super riches à cacher leurs fortunes au milieu de la discrétion absolue donne de très bons profits, tant aux banques qu'aux avocats qui s'occupent de la question.

Rien de lucratif n'est étranger aux intérêts des États-Unis qui, d'une part, présument de la probité et, d'autre part, autorisent des législations souples pour recevoir des jets d'argent dans leur système financier.

Washington fait pression sur d'autres pays pour que leurs banques partagent des informations sensibles, mais en 2014, il a refusé de se joindre à une initiative internationale qui obligerait ses institutions à fournir des données sur les actifs étrangers qu'elles détiennent.

Grâce aux lois tolérantes de 17 États américains, des cabinets comme Baker McKenzie sont devenus l'un des principaux piliers de l'économie sombre qui profite aux riches aux dépens des gouvernements et des peuples, affirme le rapport du consortium qui a dévoilé les Papiers de Pandore.

Remarquez que paradoxalement, les États-Unis font partie des services de renseignement financier internationaux pour poursuivre des paradis fiscaux, mais en même temps, ils encouragent cette activité en leur sein. C'est drôle, non ?

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/272874-paradis-surprise>



Radio Habana Cuba